Downloaded from: justpaste.it/yrmu

L'hypothèse Macron renforcée par la hausse du chômage | À la Une | Reuters

PARIS (Reuters) - Le rebond du chômage annoncé lundi en France conforte l'hypothèse d'une candidature de l'ancien ministre de l'Economie Emmanuel Macron à l'élection présidentielle de 2017.

François Hollande avait fait de "l'inversion de la courbe du chômage" une condition pour briguer un nouveau mandat, même s'il a récemment nuancé cet engagement.

A trois mois de l'échéance qu'il s'est fixée pour annoncer sa décision, au plus bas de sa popularité et devancé par son ancien protégé dans les intentions de vote au premier tour, le chef de l'Etat voit s'éloigner cette planche de salut avec les très mauvais chiffres du mois d'août.

"La candidature d'Emmanuel Macron devient de plus en plus évidente et celle du président de la République de plus en plus improbable", a déclaré à Reuters le directeur du département opinion de l'Ifop, Jérôme Fourquet.

L'entourage de l'ancien banquier de 38 ans assure que les chiffres du chômage n'ont "aucun impact sur sa stratégie".

"L'utilité d'une candidature d'Emmanuel Macron n'est pas indexée sur les chiffres du chômage", a ainsi déclaré à Reuters le député socialiste Richard Ferrand, soutien de la première heure et membre du cercle le plus proche de l'ancien ministre.

Un autre de ses proches confie pourtant que, pour Emmanuel Macron, "il y a une vraie chance que le président de la République ne se représente pas". Les derniers chiffres du chômage "confortent cette hypothèse", ajoute-t-il.

Selon un de ses soutiens au Parlement, la configuration idéale serait alors une victoire à la primaire du PS d'Arnaud Montebourg, son prédécesseur à Bercy, et de l'ex-chef de l'Etat Nicolas Sarkozy à celle de la droite, avec deux candidats aux extrêmes, le co-fondateur du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon et la présidente du Front national, Marine Le Pen.

"Il pense que ça lui laisse une place et qu'il pourra rallier des électeurs d'Alain Juppé (rival de Nicolas Sarkozy) et de Manuel Valls (le Premier ministre), et appeler tous les démocrates à s'unir contre les extrémistes", explique cet élu.

FEUILLE DE ROUTE

Emmanuel Macron se défend de mener une aventure personnelle et dit vouloir un large "rassemblement progressiste", du PS et des écologistes au centre droit, voire en ramenant

dans ses filets des électeurs du Front national.
Pour l'heure, il se garde cependant de préciser ses intentions et s'en tient à la feuille de route fixée lors du lancement en avril de son mouvement "En Marche !" dont le nom ne fait plus sourire ses détracteurs de gauche comme de droite.
"En Marche !" revendique à ce jour plus de 83.000 adhérents et vise les 100.000. Sa petite équipe de permanents, en partie constituée d'ex-membres du cabinet d'Emmanuel Macron, s'étoffe et recrute des coordinateurs en province.
Selon son entourage, Emmanuel Macron et "En Marche !" ont levé à ce jour deux millions d'euros sous forme de dons (50 euros en moyenne) et visent les 10 millions.
Cela représente la moitié du financement autorisé pour une campagne présidentielle, le reste pouvant être couvert par des emprunts. "Emmanuel Macron n'a pas fait tout ça pour s'arrêter au milieu. Quelqu'un qui veut lever 10 millions d'euros vous dit clairement quel est son objectif", souligne un de ses proches.
"Il y a une volonté d'être prêt si on devait in fine y aller", nuance Richard Ferrand.
Le chef d'entreprise Henry Hermand, 92 ans, qui a fait de l'ex-ministre son nouveau poulain après avoir soutenu Pierre Mendès-France, Michel Rocard et François Hollande, confiait pour sa part récemment au Figaro qu'il incitait toutes ses "relations d'affaires à immédiatement aider Emmanuel Macron".
A l'en croire, c'est aussi lui qui a convaincu l'ex-banquier de gauche d'abandonner l'idée de "social-libéralisme" ou de "social-réformisme" au profit de la notion de progressisme.
L'ancien protégé de François Hollande franchira une nouvelle étape avec la présentation le 4 octobre à Strasbourg, le 11 au Mans et le 18 à Montpellier de son diagnostic de la France, sur la base de milliers de questionnaires récoltés en France.
Ce diagnostic, puis la présentation de son "plan de transformation" de la France mi-novembre, permettront de jauger l'adhésion des Français à sa démarche. Un premier test risqué, notamment vis-à-vis de ceux qui voient en lui un libéral, selon la directrice générale de l'institut Odoxa, Céline Bracq.
"Quand il sortira de l'ambiguïté, ce sera probablement à ses dépens auprès de cet électorat, l'électorat du centre et de droite", explique-t-elle à Reuters.
"SECOUER LE SYSTÈME"
Selon son entourage, l'ancien ministre de l'Economie dira "entre fin novembre et fin décembre s'il y va ou pas".
"Toute une partie des Français sentent que le système est à bout et rêvent d'un candidat comme lui", juge Laurent Bigorgne, ami d'Emmanuel Macron et directeur de l'Institut Montaigne, un cercle de réflexion sur les politiques publiques d'inspiration libérale.
Mais pour peser dans la campagne, l'ancien ministre devra "parler au-delà des élites", ajoute-t-il.
Emmanuel Macron peut-il vraiment "secouer le système" sans avoir jamais été élu et sans véritable parti ?

Les sondages sur les intentions de vote au premier tour de la présidentielle montrent qu'il mord sur tous les électorats, y compris celui de Marine Le Pen, même si aucune enquête ne prédit aujourd'hui sa qualification pour le second tour.

"Tout le monde peut potentiellement craindre Emmanuel Macron", souligne Céline Bracq, selon qui il bénéficie "d'une appétence plus forte pour les candidats hors partis".

François Hollande est indéniablement celui qui a le plus à redouter d'une candidature d'Emmanuel Macron, que les sondages sur les intentions de vote au premier tour placent en tête des candidats de gauche, Jean-Luc Mélenchon compris.

"Macron n'est pas un élément négligeable", soulignait récemment le Premier ministre, Manuel Valls, dans le Journal du Dimanche. "Sa logique aboutit de toute façon à détruire la gauche (...) Macron est dans une stratégie d'empêchement."

Les signes de nervosité de l'exécutif se multiplient, comme les pressions exercées sur des personnalités pour les dissuader de participer à un colloque des "réformistes européens" dont il était l'invité vedette, samedi dernier à Lyon.

Pour Céline Bracq, un élément clef sera la capacité d'Emmanuel Macron à rallier des soutiens de poids.

Pour l'heure, la quarantaine de parlementaires qui le soutiennent sont relativement méconnus, à part le sénateur-maire de Lyon Gérard Colomb, et beaucoup de ses partisans dans les milieux politiques ou économiques préfèrent rester discrets.

"Il faut qu'il sorte de sa belle solitude", souligne Céline Bracq. "Cette solitude a fait sa popularité. Mais maintenant il doit passer à l'étape suivante, qui est de compter ses alliés."

Selon Richard Ferrand, "le nombre d'appels téléphoniques intéressés se multiplient", notamment de la part d'élus locaux, moins prudents dans leur engagement que les élus nationaux.

Mais le secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat, l'écologiste Jean-Vincent Placé, veut croire que la popularité d'Emmanuel Macron n'est qu'une bulle vouée à éclater.

"C'est un type brillant que j'aime beaucoup mais il s'illusionne sur ceux qui vont vraiment le soutenir et sur où il en sera dans deux ou trois mois", a-t-il dit à Reuters.

(Avec Ingrid Melander, Michel Rose, Elizabeth Pineau et Jean-Baptiste Vey, édité par Yves Clarisse)

Source: fr.reuters.com© Thomson Reuters 2016 Tous droits réservés.